

## DÉBAT DES PANÉLISTES

**Bertrand COLLOMB, président d'honneur de Lafarge ; membre du conseil d'administration de LafargeHolcim**

L'horloge en face de moi nous donne 11 minutes, mais comme nous avons commencé en retard, nous allons prendre quelques minutes de plus. La taille du panel ne permet pas d'avoir une discussion entre panélistes, mais je voudrais quand même utiliser mon privilège de Président pour donner deux minutes à Hubert Védrine pour commenter ce qu'il a entendu dans le panel. Après quoi, je demanderai également à monseigneur Sorondo, qui a été très court dans ses remarques.

**Hubert VÉDRINE, ancien ministre des Affaires étrangères, France**

Merci. Si vous le voulez bien, je vais revenir à la question par laquelle vous aviez lancé le débat. Les occidentaux et beaucoup d'élites globalisées et mondialisatrices dans le monde ont vraiment cru, après la fin de l'Union soviétique, que nous allions bâtir un nouvel ordre international. Pour des tas de raisons évidentes, ce n'est pas vraiment le cas. En tout cas, c'est menacé. C'est fragile. Après avoir écouté et réfléchi pendant ce tour de table, il me semble, en simplifiant bien sûr beaucoup, qu'on ne peut rebâtir un véritable ordre international que s'il y a deux compromis.

D'abord, un compromis entre les occidentaux et les émergents et la Russie, qui n'est pas un pays émergent, mais qui compte aussi. Sans ce compromis, cela ne marchera pas. Il ne suffit pas de rappeler la charte des Nations unies de 1945, dont le préambule est magnifique. Très bien. Il ne suffit pas de penser aux années 90. Cela ne suffit pas. Est-ce qu'on est prêt à cela ? Ce n'est pas évident, avec des États-Unis qui, peut-être, ne vont pas chercher à jouer ce rôle, au contraire ! Le Président Bush, le père, au moment de la chute de l'URSS, avait dit : il va y avoir un nouvel ordre international sous la conduite éclairée des États-Unis. Il disait : on le fait parce que quelqu'un doit le faire, nous sommes le *reluctant sheriff*. Maintenant c'est encore différent. Sans le shérif, comment cela va-t-il avoir lieu ? Je ne sais pas mais, en tout cas, c'est le premier compromis, indispensable.

Le deuxième compromis, ce serait un compromis entre les élites et les peuples en Occident. Si les élites occidentales n'acceptent pas l'idée qu'il n'est pas anormal que les peuples veuillent garder une certaine identité, un certain niveau de souveraineté, veuillent de la sécurité et ne veuillent pas être les perdants de la mondialisation, cela ne marchera pas. Ma remarque s'applique spécialement à l'Europe. Aujourd'hui, le projet européen est en danger, non pas d'abord à cause de la conjoncture économique, ni à cause des provocations de Poutine, ni à cause de l'afflux des réfugiés, des migrants, mais parce que les peuples sont en train de décrocher. Si on additionne les anti-européens, les sceptiques, les déçus, les allergiques, on arrive à 70-80 % ! C'est cela, l'urgence. C'est un point d'application de mon commentaire plus général. Même quelqu'un comme Monsieur Schäuble, qui est peut-être le dernier Allemand avec une vraie vision du couple franco-allemand et de l'Europe, dit régulièrement : c'est quand même difficile de ne jamais tenir compte des peuples. Vous voyez où on en est ! C'est une urgence absolue, sinon le système et le projet sont en danger.

En un mot, je pense que les forces de mondialisation, qui ont apporté énormément de progrès mais énormément de traumatismes en même temps, doivent devenir – parlons simplement – moins brutales, plus patientes, plus attentives, plus humaines.

**Bertrand COLLOMB, président d'honneur de Lafarge ; membre du conseil d'administration de LafargeHolcim**

Voilà un bel objectif, qui ne sera pas forcément facile à atteindre. Savons-nous tempérer la globalisation tout en tirant les bénéfices ? Saurons-nous le faire ? C'est toute la question.

Monseigneur Sorondo, une minute.

**Marcelo SANCHEZ SORONDO, chancelier de l'Académie pontificale des Sciences et de l'Académie pontificale des Sciences sociales**

Merci. Je pense, et c'est aussi la conclusion de notre dernier colloque en Suisse, qu'une des grandes forces de la mondialisation est la religion. La religion est l'âme de toutes les différentes cultures. Aujourd'hui, la religion doit dialoguer sur la base d'une nouvelle connaissance que nous partageons dans le monde grâce aux nouvelles formes de communication. Bien qu'il ne soit pas facile pour tous les représentants des principales religions de prier à un même autel, il est possible et nécessaire qu'ils s'accordent pour défendre ensemble la dignité humaine, la liberté, les droits de l'homme et la paix. Ça, c'est tout à fait possible. Ce que je veux dire, c'est qu'il est certes difficile que les représentants des principales religions se mettent d'accord sur les différents contenus de leur religion, c'est-à-dire Dieu, ses différents attributs et ses différentes interprétations. Mais il est clair que pour défendre la dignité humaine, la liberté et, surtout, la paix, elles peuvent travailler ensemble. Et c'est nécessaire qu'elles agissent ensemble parce que le sens de toutes les religions, c'est obtenir la dignité humaine, la paix et la justice. Merci.